



Europe
Démocratie
Espéranto

Dossier de presse 2024

« Europe » signifie surtout ici « Union européenne », c'est-à-dire une structure politique constituée d'États, qui évolue depuis une soixantaine d'années.

« Démocratie », c'est un mode de fonctionnement, où le pouvoir vient du peuple, mais où ce pouvoir est limité par les droits des diverses personnes, au sens de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948.

« Espéranto » est le nom de la langue internationale équitable, qui existe depuis près d'un siècle et demi, et qui nous paraît très utile pour un fonctionnement démocratique de l'Union européenne.¹



Pour contribuer à un meilleur fonctionnement de l'Union européenne, nous allons présenter une liste de candidats pour l'élection des députés européens le 9 juin 2024. Cette liste sera conduite par Laure Patas d'Illiers et Pierre Dieumegard.

Europe-Démocratie-Espéranto
98 avenue Michel-Ange, 75016 PARIS,
<https://e-d-e.fr>,
presse@e-d-e.fr

1 <https://fr.wikipedia.org/wiki/Espéranto>

Table des matières

1 L'association Europe-Démocratie-Espéranto fait partie de la Fédération Eŭropo-Demokratio-Espéranto.....	4
2 La diversité linguistique fait partie de la structure européenne.....	5
2.1 Les traités européens veulent une telle diversité.....	5
2.2 La diversité linguistique est difficile à gérer.....	5
3 Quelques aspects de la prééminence de la langue anglaise.....	7
3.1 Sites internet europa.eu.....	7
3.1.1 Site racine : choix de la langue guidé en anglais.....	7
3.1.2 Liens internet : presque toujours par défaut vers des pages en anglais.....	8
3.1.3 Les images ont très souvent les mots en anglais.....	9
3.2 Enquêtes d'opinion publique Eurobaromètre.....	9
3.3 Résultats de la Conférence sur l'avenir de l'Europe.....	10
3.3.1 Ce qu'était cette Conférence.....	10
3.3.2 Décembre 2023 : le Conseil européen « donne suite » aux recommandation et propositions des citoyens.....	10
4 La majorité des Européens est exclue du débat par la politique linguistique actuelle.....	11
4.1 Eurobaromètre 386 (2012) : un quart des Européens comprend l'anglais, mais la grosse majorité souhaite une langue commune équitabile.....	11
4.1.1 Seulement 25 % des Européens se déclarent capables de comprendre l'anglais.....	12
4.1.2 Les Européens sont aussi d'accord pour dire que tout le monde devrait parler une langue commune (à près de 70 %).....	12
4.1.3 Les Européens pensent que toutes les langues devraient être traitées de façon égale.....	14
4.2 Rapport du Parlement européen sur le multilinguisme dans les institutions de l'UE (2022)..	14
5 L'administration de l'Union européenne contribue à perpétuer et amplifier ces inégalités et discriminations.....	15
5.1 Déroulement de la Conférence sur l'avenir de l'Europe : un simulacre de consultation populaire.....	15
5.1.1 Les rapports de la plateforme internet montraient l'importance des langues pour les citoyens.....	15
5.1.2 Mais ces idées n'ont pas été transmises aux participants des panels citoyens.....	16
5.1.3 Conclusion : la voix des Européens n'a pas été entendue dans cette Conférence sur l'avenir de l'Europe.....	18
6 Des propositions pour repenser complètement l'enseignement des langues en France.....	18
6.1 La stratégie officielle de l'UE : langue maternelle + 2 (objectif de Barcelone).....	18
6.2 Problèmes de l'enseignement précoce de l'anglais.....	19

6.3 En France, l'enseignement des langues est très coûteux pour la collectivité.....	21
6.4 Rapport Grin : la politique du tout-à-l'anglais conduit à des pertes importantes pour l'économie nationale et européenne.....	21
6.5 Préconisations alternatives pour l'enseignement des langues.....	22
7 Des propositions pour améliorer le fonctionnement démocratique de l'Union européenne.....	24
7.1 Systématiser la traduction des documents informatifs.....	24
7.2 Développer les documents originaux en espéranto.....	25
7.3 Soutenir l'enseignement de l'espéranto pour favoriser le multilinguisme.....	25
7.4 Soutenir l'enseignement de l'espéranto pour favoriser les échanges européens.....	26
7.5 Soutenir la presse et l'audiovisuel en espéranto, et en diverses langues.....	26
8 Pour les élections européennes de juin 2024, notre liste sera conduite par Laure Patas d'Illiers et Pierre Dieumegard.....	27
9 Quelques questions, avec leurs réponses.....	28
9.1 Quel est votre programme ?.....	28
9.1.1 Notre action est basée sur la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948....	28
9.1.2 L'Appel aux diplomates (1915) est une source d'inspiration pour aujourd'hui.....	29
9.1.3 La durabilité du développement est une priorité.....	29
9.1.4 L'informatique libre répond mieux aux besoins de notre époque.....	29
9.1.5 Le bulletin unique (à l'allemande) serait un meilleur mode de scrutin.....	29
9.2 Pourquoi votre programme n'est-il pas plus détaillé ?.....	30
9.3 Et pour les migrants, que proposez-vous ?.....	30
10 Quelques critiques fréquemment entendues.....	31
10.1 Les problèmes linguistiques ne justifient pas l'existence de mouvements politiques spécifiques. Il faut vous associer à d'autres partis.....	31
10.2 Les petites listes comme vous enlèvent des voix aux listes pouvant avoir des élus, et font le jeu des populistes et des extrémistes.....	31

1 L'association Europe-Démocratie-Espéranto fait partie de la Fédération Eŭropo-Demokratio-Esperanto

Europe-Démocratie-Espéranto est une association « loi 1901 », à but politique (RNA W751171211, SIRET 498 521 574 00026), [créée le 8 juin 2005 à Paris](#)². Nous avons présenté des candidats à toutes les élections européennes depuis 2004 (et seulement ces élections : notre but n'est pas local ou national, mais européen).

Jusqu'en 2014, le scrutin européen en France était organisé sur la base de circonscriptions régionales. Il existait donc des associations régionales, qui ont été supprimées lorsque le scrutin est devenu national, en 2019.

Europe-Démocratie-Espéranto agit au niveau européen en concertation avec des activistes partageant les mêmes idées dans d'autres pays, regroupés ou non en associations nationales. L'ensemble constitue la Fédération Eŭropo-Demokratio-Esperanto, qui est une association dont les statuts ont été déposés à Strasbourg, sous le régime des associations d'Alsace-Moselle. Les statuts de la Fédération ont été déposés le 17 décembre 2003 (SIREN 794 849 174).



Le site internet de la Fédération est <https://e-d-e.org>.

2 <https://www.journal-officiel.gouv.fr/pages/associations-detail-annonce/?q.id=id:200500271622>

2 La diversité linguistique fait partie de la structure européenne

2.1 Les traités européens veulent une telle diversité

L'Union européenne a été construite depuis les « traités de Rome » en 1957 comme une association d'États souverains, ayant des langues officielles différentes. En 1957, il n'y avait que six pays (Allemagne de l'Ouest, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas), avec quatre langues officielles (allemand, français, néerlandais, italien).

Au fil des décennies, le nombre de pays a augmenté, et le nombre de langues officielles aussi. Actuellement, il y a 27 pays et 24 langues officielles.

Le traité de Lisbonne³, qui régit le fonctionnement de l'Union européenne, a été rédigé dans diverses langues, qui font également foi. Son article 2 indique « que l'Union respecte la richesse de sa diversité culturelle et linguistique », ce qui correspond à la devise de l'UE⁴ « Unie dans la diversité ».

C'est donc une différence fondamentale avec les États-Unis d'Amérique, auxquels on compare parfois l'Union européenne. La devise traditionnelle des États-Unis⁵ est « E pluribus unum », qui signifie « devenir un à partir de plusieurs », et indique le souhait d'une unification avec disparition des différences. Au contraire, la devise européenne « In varietate concordia » = « Unie dans la diversité » montre le souhait de garder la diversité.

2.2 La diversité linguistique est difficile à gérer

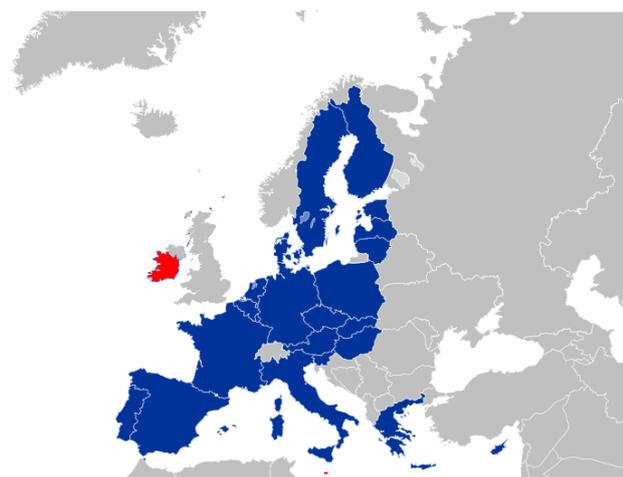


Figure 1: Carte de l'Union européenne. Les pays dont une langue officielle est l'anglais sont en rouge, les autres sont en bleu foncé.

Depuis le début, le régime linguistique de l'Union européenne est censé être multilingue, et est défini par le « règlement numéro 1 » de 1958⁶.

En 1958, avec seulement quatre langues officielles, dont deux langues latines et deux langues germaniques, il était imaginable que des fonctionnaires ou des politiciens européens puissent comprendre (plus ou moins bien) les quatre langues. Il était aussi possible de faire des traductions directes des documents entre toutes les langues, ou des interprétations directes lors des réunions.

En 2024, avec 24 langues officielles, beaucoup plus variées, c'est impossible.

3 <https://www.assemblee-nationale.fr/13/projets/PL%20690%20Trait%C3%A9.pdf>

4 https://european-union.europa.eu/principles-countries-history/symbols/eu-motto_fr

5 https://fr.wikipedia.org/wiki/E_pluribus_unum

6 <https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CONSLEG:1958R0001:20130701:FR:PDF>

Au fil des années, le fonctionnement des institutions de l'Union européenne s'est éloigné du principe de l'égalité des langues officielles. Les instances européennes fonctionnent presque exclusivement en anglais, qui n'est langue officielle que de Malte et de l'Irlande.

La population européenne, elle, est coupée de ses dirigeants. Seule une minorité est capable de comprendre une langue étrangère.

En 2002, à Barcelone, les chefs d'États et de gouvernements de l'Union européenne ont demandé que [tous les élèves reçoivent l'enseignement de deux langues en plus de leur langue familiale](#).

Près de vingt ans après, en 2019, leurs successeurs constataient le peu d'efficacité de cette politique. Le Conseil de l'Union européenne a déclaré officiellement : « Seuls quatre apprenants sur dix dans l'enseignement secondaire atteignent le niveau d'« utilisateur indépendant » dans leur première langue étrangère, soit la capacité de tenir une conversation simple. Seul un quart des apprenants atteignent ce niveau dans leur deuxième langue étrangère. »

Cette absence de langue commune est nuisible à la démocratie, mais aussi à l'efficacité économique et sociale. Les citoyens ne peuvent pas débattre entre eux. Les entreprises peuvent difficilement contacter leurs fournisseurs ou leurs clients potentiels dans d'autres pays d'Europe. Les syndicats n'arrivent pas à organiser des actions communes à l'échelle de l'Union européenne. L'Union européenne est défavorisée par rapport aux grands ensembles concurrents que sont les États-Unis et la Chine.

3 Quelques aspects de la prééminence de la langue anglaise

Le traité de Lisbonne, de même que les traités antérieurs, indique dans son article 2 que « [L'Union] respecte la richesse de sa diversité culturelle et linguistique, et veille à la sauvegarde et au développement du patrimoine culturel européen ».

Le règlement numéro 1, dans son article premier, établit la liste des langues officielles et de travail de l'Union européenne : elles sont toutes considérées à égalité. L'article 6 indique que « Les institutions peuvent déterminer les modalités d'application de ce régime linguistique dans leurs règlements intérieurs », ce qui laisse la possibilité de restreindre ou de promouvoir l'utilisation de certaines langues, mais sans déterminer quelle est l'autorité compétente pour une telle décision.

3.1 Sites internet europa.eu

Le domaine europa.eu est celui de l'Union européenne, avec divers sous-domaines. Les indications ci-dessous ont été vérifiées le 12 décembre 2023.

3.1.1 Site racine : choix de la langue guidé en anglais

Dans un navigateur internet, lorsqu'on indique europa.eu, on va automatiquement à une page de choix de langue <https://european-union.europa.eu/select-language?destination=/node/1>. Les noms des langues sont indiqués dans les diverses langues, mais la liste est divisée en deux groupes « EU official languages » et « Other languages » (pour le russe et l'ukrainien).

Si l'on choisit « français », on aboutit à une page en français « Votre point d'accès à l'Union européenne », dans laquelle il y a plusieurs menus et options, en général en français, avec quelques exceptions : « News and events », ainsi que les annonces du bas de la page, qui sont en anglais, avec l'indication « Toutes les actualités sont disponibles dans les 24 langues officielles de l'UE via une traduction automatique ».

Lorsqu'on choisit « News and events », avec traduction automatique en français, avant d'avoir les informations souhaitées, il faut valider plusieurs fois son choix, avec une mise en garde. Si l'on veut vraiment le français, il faut être conscient qu'on prend des risques !

Et lorsqu'on est sur la page traduite en français, un autre message invite à revenir à la langue d'origine, qui est toujours l'anglais.



Fermer (x)

Clause de non-responsabilité

La page sera traduite via eTranslation, le service de traduction automatique de la Commission européenne, pour vous donner une idée générale de son contenu.

[Lire les conditions d'utilisation.](#)

Sélectionnez la langue ci-dessous

Accepter et continuer

Cette page a été traduite par traduction automatique.

Aidez-nous à améliorer notre service en [répondant à deux questions.](#)

[Revenir à la langue d'origine \(English\)](#)



Figure 2: Mises en garde lorsqu'on veut une langue autre que l'anglais

3.1.2 Liens internet : presque toujours par défaut vers des pages en anglais

Sur ces pages automatiquement traduites en français (ou dans une autre langue), les liens envoient vers les pages originales, qui sont en anglais. Lorsqu'on navigue sur les sites de l'administration européenne, il faut très fréquemment perdre du temps à choisir de nouveau la langue dans laquelle on veut obtenir les informations. On peut se décourager rapidement.

3.1.3 Les images ont très souvent les mots en anglais

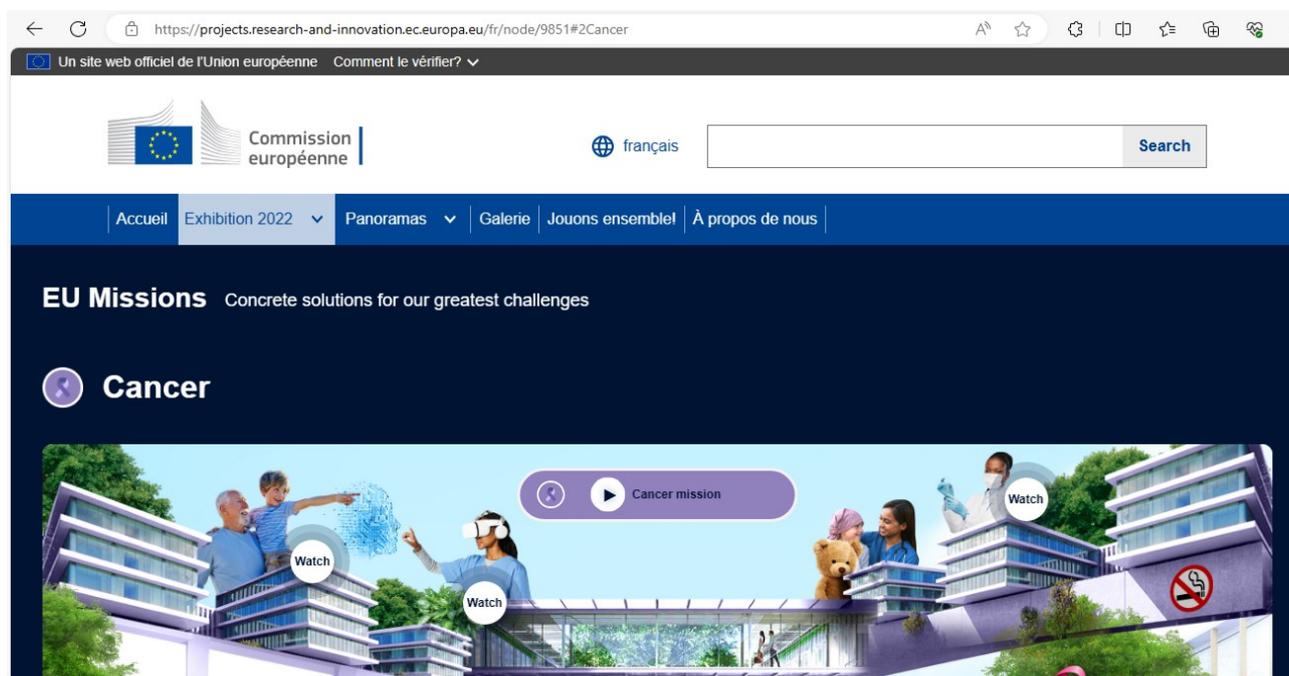


Figure 3 (oui, malgré les apparences, ceci est une page « en français »)

Même lorsque le texte est en français, soit parce qu'un humain a fait la rédaction en français, soit parce qu'une traduction automatique a abouti à faire une traduction en français, les images ne le sont pas. Or ces images ont souvent un rôle important, et les mots de la légende des images permettent d'en comprendre la signification.

3.2 Enquêtes d'opinion publique Eurobaromètre

Le service Eurobaromètre a été créé en 1973 pour des enquêtes d'opinion publique dans l'ensemble de l'Union européenne. Près de 30 000 personnes sont interrogées, plusieurs fois par an, sur divers sujets. L'adresse du site internet a varié au cours du temps, et elle est actuellement <https://europa.eu/eurobarometer>.

Le site internet avait des menus en français et en anglais jusqu'en fin 2021. Depuis le début 2022, les menus et textes explicatifs ne sont qu'en anglais. Début 2022, c'était aussi le début de la présidence française de l'Union européenne : il n'y a pas de rapport direct entre les deux faits, mais en tout cas la présidence française n'a rien fait pour maintenir la langue française sur ce site.

Au début des années 2000, les rapports étaient fréquemment publiés en trois langues, anglais, français et allemand. Actuellement, ils sont presque exclusivement publiés en anglais.

Tableau 1: Les dix derniers rapports Eurobaromètre, au 12 décembre 2023

Date	Titre	Langue(s)
Décembre 2023	Democracy	anglais
Décembre 2023	Citizenship and democracy	Toutes les langues officielles
Décembre 2023	EP Autumn 2023 Survey: Six months before	anglais

	the 2024 European Elections	
Novembre 2023	The euro area	anglais
Novembre 2023	Media & News Survey 2023	anglais
Novembre 2023	SMEs and skills shortages	anglais
Octobre 2023	Attitudes of Europeans towards animal welfare	anglais
Octobre 2023	The EU Ecolabel	anglais
Octobre 2023	Demographic change in Europe	anglais
Octobre 2023	Citizens' awareness and perception of EU Regional policy	anglais

Cette publication exclusivement en anglais nuit aux buts officiels du service Eurobaromètre. L'information est très peu reprise dans la presse ou dans les médias. Lorsqu'un article y fait référence, il ne fait que reprendre les informations générales du communiqué de presse, sans entrer dans les détails du rapport. Pourtant, le rapport contient souvent des graphiques et des tableaux intéressants, montrant des différences d'opinion entre les pays, ou bien entre les classes d'âge... Le monolinguisme aboutit ici au gaspillage de l'argent public.

3.3 Résultats de la Conférence sur l'avenir de l'Europe

3.3.1 Ce qu'était cette Conférence

La Conférence sur l'avenir de l'Europe, entre le 9 mai 2021 et le 9 mai 2022, aurait dû permettre l'expression citoyenne des habitants de l'UE au sujet de l'avenir de l'Union. Cela aurait dû être l'équivalent d'un « grand débat national » à l'échelle de l'Europe, grâce à un système de traduction automatique pour la plateforme multilingue sur Internet, et grâce à l'interprétation simultanée pour les réunions des panels et des séances plénières.

Dans la réalité, le fonctionnement a été décevant, car les réunions des divers groupes, notamment les « panels citoyens », ont été téléguidés par l'administration de façon à obtenir des résultats conformes à ce qui était souhaité par les dirigeants.

On peut consulter à ce sujet de petits films sur Youtube : <https://www.youtube.com/watch?v=d9ntm5F2GCY> pour l'orientation des résultats d'un sondage préalable à cette Conférence, et https://www.youtube.com/watch?v=A2CII9T_CY4 sur la mauvaise information des participants aux panels citoyens et sur la torsion des résultats.

3.3.2 Décembre 2023 : le Conseil européen « donne suite » aux recommandation et propositions des citoyens

La page internet est <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/conference-on-the-future-of-europe/> et est datée du 7 décembre 2023. Il faut prendre les affirmations de cette page avec précautions, parce que, comme on l'a vu dans le paragraphe précédent, les idées émises sur la plateforme internet multilingue n'ont pas été transmises aux participants des panels.

Il y est dit « l'évaluation est le seul document qui offre un retour d'information détaillé sur chacune des propositions et mesures du rapport. Il en ressort qu'une majorité écrasante d'entre elles ont déjà été mises en œuvre ou sont en cours de mise en œuvre. », et on peut y télécharger deux fichiers pdf :

- un fichier en français de 9 pages
- un fichier en anglais de 300 pages.

Bien que très ennuyeux à lire, et plein de décisions qui tomberont aux oubliettes majoritairement, c'est le fichier en anglais qui servira de référence.

4 La majorité des Européens est exclue du débat par la politique linguistique actuelle

La démocratie, ce n'est pas seulement élire des députés et des chefs d'État, c'est aussi et surtout le débat démocratique. Chaque individu doit pouvoir recevoir l'information pertinente, et confronter son opinion à celle des autres, pour de meilleures décisions collectives.

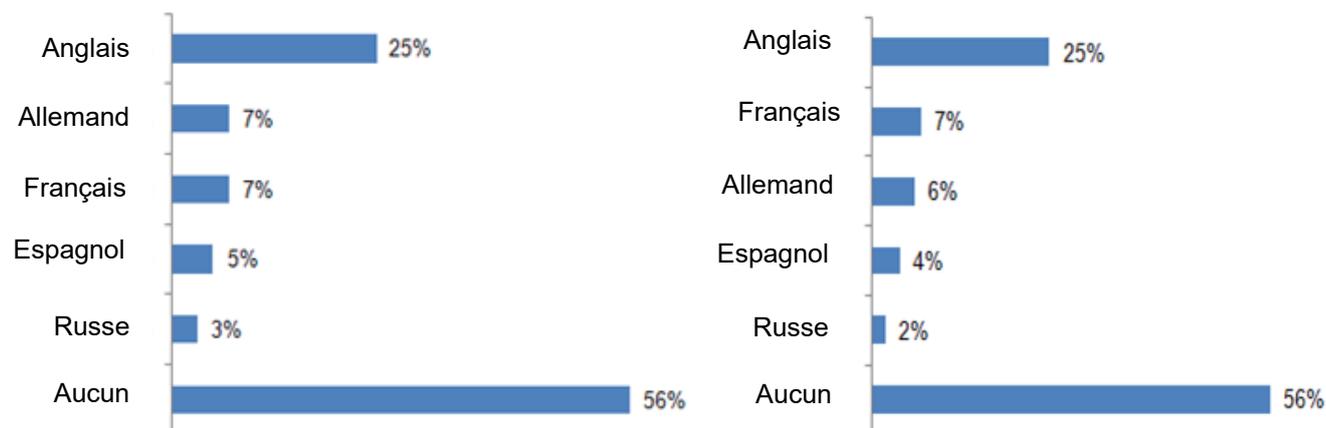
4.1 Eurobaromètre 386 (2012)⁷ : un quart des Européens comprend l'anglais, mais la grosse majorité souhaite une langue commune équitable

Entre 2001 et 2012, quatre enquêtes ont porté sur les connaissances en langues des Européens. Le dernier est l'Eurobaromètre 386, de 2012.

Contrairement à une opinion répandue, la connaissance des langues étrangères ne progresse pas au cours du temps. On note même une franche diminution en Slovaquie, Tchéquie, Bulgarie, Pologne et Hongrie : il est probable que les gens oublient le russe, sans apprendre d'autres langues en échange.

7 <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/1049>

4.1.1 Seulement 25 % des Européens se déclarent capables de comprendre l'anglais



SD5a Quelles langues autres que votre langue maternelle comprenez-vous assez bien pour suivre les nouvelles à la radio ou à la télévision?

SD5b Et pour lire des articles de journaux ou de magazines?

Figure 4: Connaissance "passive" des langues (Eurobaromètre EB386)

La proportion est un peu plus grande pour la conversation : 38 % des Européens se déclarent capables d'avoir une conversation en anglais (mais le niveau de la conversation n'est pas précisé). On voit donc que les affirmations du type « Tout le monde parle anglais » sont très exagérées, et que l'autodénigrement « Les Français sont mauvais en langues, contrairement à tous les Européens » ne repose pas sur grand-chose.

4.1.2 Les Européens sont aussi d'accord pour dire que tout le monde devrait parler une langue commune (à près de 70 %)

QE7, Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des déclarations suivantes.

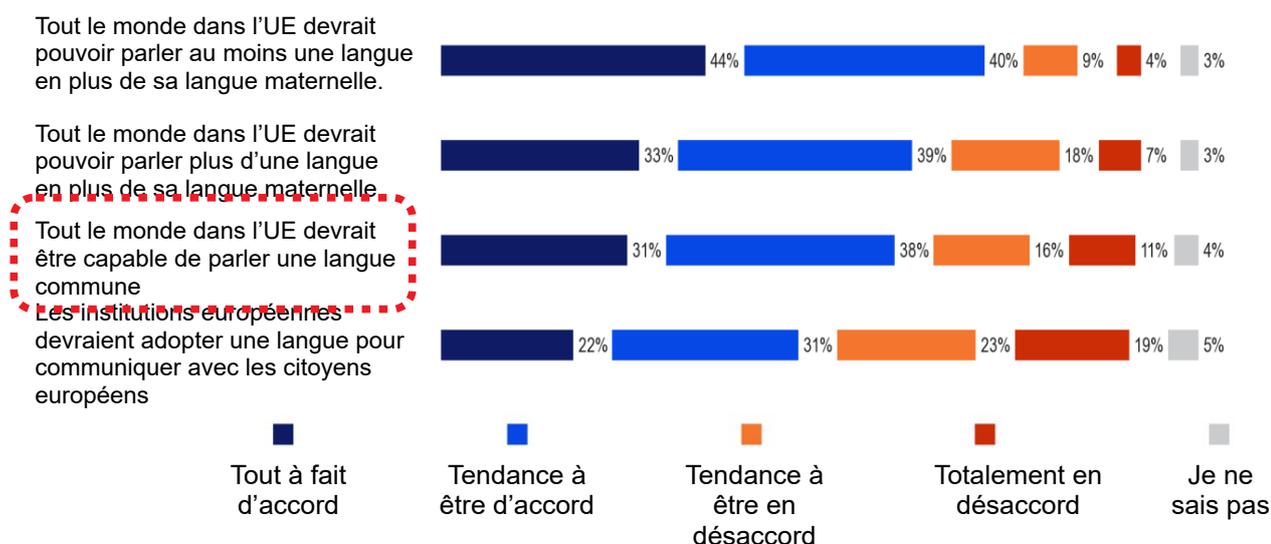


Figure 5: Proportions de réponses aux questions QE7 (EB386) sur le besoin de langues autres que la langue maternelle

La conclusion du rapport est nette : « Les Européens sont généralement favorables à ce que tout le monde dans l'UE puisse parler une langue commune (69 %), et une petite majorité d'entre eux estiment que les institutions européennes devraient adopter une langue unique pour communiquer avec les citoyens européens (53 %); ils pensent dans le même temps que toutes les langues dans l'UE devraient être traitées de la même façon. Cette dernière affirmation, qui a été mentionnée par 81% des répondants, est aujourd'hui plus soutenue qu'en 2005. »

C'est le but de Europe-Démocratie-Espéranto : que les Européens puissent parler une langue commune, mais qu'en même temps toutes les langues de l'Union européenne soient traitées de la même façon. Nous proposons d'utiliser l'espéranto comme langue commune.

Ce sondage date de 2012. On peut regretter qu'il n'y en ait pas de plus récent, alors qu'il y avait eu quatre sondages au début du XXIe siècle (2001, 2005, 2006 et 2012⁸). De mauvaises langues pourraient dire que ce type d'enquête a été supprimé parce qu'il ne donnait pas les résultats escomptés.

8 <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/browse/all/series/8927>

4.1.3 Les Européens pensent que toutes les langues devraient être traitées de façon égale

QE7. Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes.

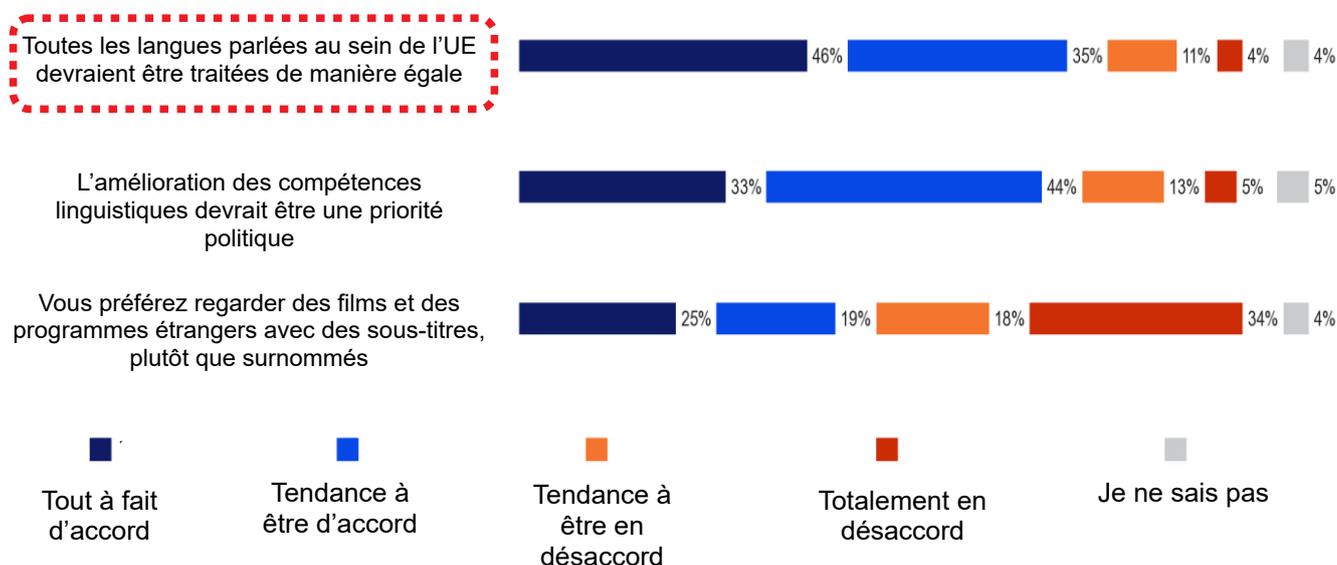


Figure 6: Désir d'égalité des langues (Eurobaromètre 386, 2012, question QE7)

On constate un net désir des Européens pour l'égalité des langues : 81 % d'accord.

4.2 Rapport du Parlement européen sur le multilinguisme dans les institutions de l'UE (2022)⁹

Dans le Tableau 8 et le chapitre 7, on constate que lorsque l'UE utilise exclusivement l'anglais dans sa communication, seuls 13 à 45 % des adultes de l'EU-27 peuvent comprendre le contenu des documents publiés. En d'autres termes, **la majorité de la population européenne est exclue du débat et de la prise de décision.**

Ceci crée des discriminations et inégalités entre les habitants de l'Union européenne, ce qui est contraire aux textes fondamentaux de l'UE, en particulier au Traité de Lisbonne.

⁹ [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document/IPOL_STU\(2022\)699648](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document/IPOL_STU(2022)699648) ; version française disponible en <http://www.europeensemble.eu/article9/laproche-de-lunion-europeenne-en-matiere-de-multilinguisme-dans-sa-propre-politique-de-communication>

	Les plus soutenues	Les plus commentées
Éducation, culture, jeunesse et sport	Idée: L'UE a besoin de meilleures formations en langues (voir cette idée) Soutiens: 322 Commentaires: 77	Idée: L'UE a besoin de meilleures formations en langues (voir cette idée) Soutiens: 322 Commentaires: 77
	Idée: Jeunesse. L'UE ne peut pas financer la précarité (voir cette idée) Soutiens: 315 Commentaires: 7	Idée: Enseignement des langues en Europe (voir cette idée) Soutiens: 126 Commentaires: 53
	Idée: L'apprentissage tout au long de la vie et le droit à la formation doivent devenir une réalité pour tous en Europe (voir cette idée) Soutiens: 313 Commentaires: 12	Idée: L'espéranto, langue véhiculaire internationale (voir cette idée) Soutiens: 67 Commentaires: 48
	Idée: Mettons en place un radiodiffuseur public européen (voir cette idée) Soutiens: 166	Idée: Des apprenants de langues plus heureux, des professeurs de langues plus performants (voir cette idée)

Figure 7: Tableau des propositions les plus soutenues et les plus commentées pour le thème "Éducation, culture, jeunesse et sport"

5.1.2 Mais ces idées n'ont pas été transmises aux participants des panels citoyens

Normalement, le règlement de la Conférence sur l'avenir de l'Europe¹³ prévoyait que « Les panels prennent en compte les contributions recueillies dans le cadre de la conférence via la plateforme numérique, contribuant à l'assemblée plénière de la conférence en formulant une série de recommandations dont l'Union devra assurer le suivi. ».

Normalement, comme le problème des langues apparaissait important dans la plateforme numérique, il aurait dû être « pris en compte » par le panel devant traiter du thème « Éducation, culture... ». Ceci n'a pas été le cas.

La chaîne Youtube de Europe-Démocratie-Espéranto contient un petit film¹⁴ présentant cette « disparition » du problème d'une langue commune lors de la présentation au panel.

Les enregistrements des sessions des panels citoyens sont encore disponibles sur internet (au 13 décembre 2023) :

- première session¹⁵ : la restitution des idées de la plateforme multilingue est vers 56 minutes.

13 <https://futureu.europa.eu/uploads/decidim/attachment/file/9275/sn02700.fr21.pdf>

14 https://www.youtube.com/watch?v=A2CII9T_CY4

15 <https://audiovisual.ec.europa.eu/fr/video/I-210433?language=fr&tin=3360>

- deuxième session¹⁶ : la restitution des idées de la plateforme multilingue est vers 18h30.

Dans les deux cas, on constate que les idées au sujet des langues en général ont disparu, au profit de suggestion d'équipes sportives européennes, de jours de congé, et de considérations générales. On peut dire que le règlement n'a pas été respecté, et que les panels n'ont pas pris en compte « les contributions recueillies dans le cadre de la conférence via la plateforme numérique ».

Par contre, ces panels ont fait apparaître des souhaits qui n'étaient pas dans les contributions de la plateforme internet. Ils en avaient le droit, mais il semble que ces souhaits ont été téléguidés par les « facilitateurs » attribués à ces panels.

Le panel 1¹⁷, chargé du thème « Éducation, culture... » a rendu un rapport¹⁸ dont la proposition 32 est impraticable : « 32. Nous recommandons de promouvoir le multilinguisme dès le plus jeune âge, par exemple dès la maternelle. À partir de l'école primaire, il devrait être obligatoire que les enfants atteignent un niveau C1 dans une langue active de l'UE autre que la leur ». Les enseignants et les parents d'élèves savent que, pour l'énorme majorité des cas, les enfants de l'école primaire ne sont pas capables d'avoir un niveau C1 dans une langue autre que la langue d'enseignement (et même qu'ils ont du mal à avoir ce niveau dans la langue d'enseignement).

De même, la proposition 38 « Nous recommandons que l'anglais soit enseigné, selon une norme certifiable, en tant que matière principale dans les écoles primaires de tous les États membres de l'UE afin de faciliter et de renforcer la capacité des citoyens européens à communiquer efficacement. » apparaît sans lien avec les idées émises sur la plateforme internet, si ce n'est de soutenir une identité européenne plus forte et avoir une langue commune pour réagir aux crises, mais ceci n'apparaissait pas pour l'anglais dans les idées de la plateforme.

Ces propositions sont telles-que dans le rapport de la troisième session du panel¹⁹, mais il est intéressant de voir leur origine dans les deux premières sessions.

Rapport de la deuxième session²⁰ : on peut y trouver des listes de propositions en divers langages (espagnol, roumain, français, tchèque, allemand, anglais...), rédigées par le facilitateur ou la

16 https://multimedia.europarl.europa.eu/fr/webstreaming/event_20211105-1700-SPECIAL-OTHER?start=211105172855&end=211105182943&audio=fr

17 Les rapports du panel 1 sont disponibles en <https://wayback.archive-it.org/12090/20230418091804/https://futureu.europa.eu/en/assemblies/citizens-panels/f/298/?locale=en>

18 https://wayback.archive-it.org/12090/20230310164247/https://prod-cofe-platform.s3.eu-central-1.amazonaws.com/0xvp06devg9rgh6orpt3oz3sk5x6?response-content-disposition=inline%3B%20filename%3D%22Panel%201%20-%20Recommendations_Final%2028%20%2022.pdf%22%3B%20filename%2A%3DUTF-8%27%27Panel%25201%2520-%2520Recommendations_Final%252028%2520%252022.pdf&response-content-type=application%2Fpdf&X-Amz-Algorithm=AWS4-HMAC-SHA256&X-Amz-Credential=AKIA3LJXGZPDFYVOW5V%2F20230310%2Ffeu-central-1%2Fs3%2Faws4_request&X-Amz-Date=20230310T164235Z&X-Amz-Expires=300&X-Amz-SignedHeaders=host&X-Amz-Signature=0e809f1e35ca39ff25b314ff60710b2435be4968defa79ec22114587e8e94395

19 https://wayback.archive-it.org/12090/20230310164259/https://prod-cofe-platform.s3.eu-central-1.amazonaws.com/qiwo4s6fgpfby6cm66ryhbwyn9u7?response-content-disposition=inline%3B%20filename%3D%22Panel%201%20session%203%20Report%20FINAL%203%203%2022.pdf%22%3B%20filename%2A%3DUTF-8%27%27Panel%25201%2520session%25203%2520Report%2520FINAL%25203%25203%252022.pdf&response-content-type=application%2Fpdf&X-Amz-Algorithm=AWS4-HMAC-SHA256&X-Amz-Credential=AKIA3LJXGZPDFYVOW5V%2F20230310%2Ffeu-central-1%2Fs3%2Faws4_request&X-Amz-Date=20230310T164239Z&X-Amz-Expires=300&X-Amz-SignedHeaders=host&X-Amz-Signature=bb7f32860f089a3920cdf50ccd67b6e1cc0516c30cd08d2d651b5aee837d6f1e

facilitatrice en fonction de sa langue personnelle. Le groupe 14 a ses propositions rédigées en anglais, et notamment « O2: There should be one single European language taught across all primary schools in the EU, funded and paid for by the EU member states », c'est à dire « Il devrait y avoir une seule langue européenne enseignée dans toutes les écoles primaires de l'UE, financée et payée par les États membres de l'UE. ». Il y a aussi « O1: We recommend that one common European language English was taught which would make education on the environment and all other matters across Europe much easier to deliver », c'est-à-dire « Nous recommandons qu'une seule langue européenne commune, l'anglais, soit enseignée, ce qui faciliterait grandement l'éducation à l'environnement et à toutes les autres questions à travers l'Europe ». **La langue personnelle du facilitateur ou de la facilitatrice a dû contribuer à la proposition de cette même langue comme langue unique obligatoire.**

5.1.3 Conclusion : la voix des Européens n'a pas été entendue dans cette Conférence sur l'avenir de l'Europe

Dans la plateforme multilingue, les citoyens de base ont émis des idées et des commentaires. Contrairement au règlement, les participants aux panels n'ont pas reçu les informations pertinentes sur ces idées émises sur la plateforme internet. De plus, les participants aux panels ont été guidés par des facilitateurs qui ont fait apparaître des propositions nouvelles, qui étaient parfois impraticables. À la fin, les membres des « séances plénières » ont encore modifié ces propositions. Finalement, il ne reste pas grand-chose des idées émises initialement.

On peut faire la comparaison avec le « grand débat national » organisé en France après la crise des « gilets jaunes » de 2018 : les citoyens ont participé au débat, mais il n'en est rien sorti de constructif pour améliorer le fonctionnement du pays.

6 Des propositions pour repenser complètement l'enseignement des langues en France

En France, les élèves reçoivent un enseignement d'anglais dès le début de l'école primaire, voire même dès la maternelle. Les élèves français reçoivent plus d'enseignement d'anglais que la moyenne européenne, et pourtant en fin de scolarité leur niveau est nettement plus bas que ce qui est attendu²¹. L'investissement de la collectivité n'est pas rentable.

6.1 La stratégie officielle de l'UE : langue maternelle + 2 (objectif de Barcelone)

Officiellement, la stratégie de l'Union européenne est en faveur du multilinguisme. Depuis plus de vingt ans, c'est « l'objectif de Barcelone », du nom de la ville où eut lieu la réunion du Conseil de

20 https://wayback.archive-it.org/12090/20230216232159/https://prod-cofe-platform.s3.eu-central-1.amazonaws.com/73o59c9fale0x6rle8ames34i9d9?response-content-disposition=inline%3B%20filename%3D%22Panel%201%20session%20%20Report_FINAL.pdf%22%3B%20filename%2A%3DUTF-8%27%27Panel%25201%2520session%2520%2520Report_FINAL.pdf&response-content-type=application%2Fpdf&X-Amz-Algorithm=AWS4-HMAC-SHA256&X-Amz-Credential=AKIA3LJXGZPDFYVOW5V%2F20230216%2Ffeu-central-1%2Fs3%2Faws4_request&X-Amz-Date=20230216T232158Z&X-Amz-Expires=300&X-Amz-SignedHeaders=host&X-Amz-Signature=7cf8c103b82dcc1650b3db24a83181d612dad6296408d461ffde5c4e3c8b487b

21 <https://e-d-e.fr/IMG/2022/AlternativesLanguesVivantes2022.pdf#page=15>

l'Union européenne, en mars 2002. Cette stratégie veut²² « améliorer la maîtrise des compétences de base, notamment par l'enseignement d'au moins deux langues étrangères dès le plus jeune âge ». En mai 2008, un autre Conseil de l'Union européenne²³ a insisté sur l'idée d'enseigner deux langues étrangères dès le plus jeune âge.

Vingt ans après, il faut bien constater que l'objectif n'est pas atteint : non seulement les jeunes Français ne sont pas capables de parler deux langues étrangères, mais ils ne sont pas capables de parler celle qu'on leur enseigne en premier et en plus grande quantité, l'anglais.

6.2 Problèmes de l'enseignement précoce de l'anglais

L'anglais est une langue difficile, notamment à cause de l'écart entre l'écriture et la prononciation, et à cause d'une grammaire confuse. Le français aussi est une langue difficile, et les élèves français ont beaucoup de mal à devoir travailler avec deux langues aussi difficiles.

On entend souvent dire « Pour être meilleur en anglais, il faut commencer tôt » ; on dit souvent la même chose pour le piano, pour le foot ou pour d'autres disciplines : pour être bon, il faut commencer tôt, le plus tôt possible.

Ce n'est pas évident. Le rapport Taylor-Manès²⁴ affirme aussi qu'il faut commencer tôt, mais en donnant des chiffres qui indiquent le contraire.

Le graphique ci-dessous montre un résultat paradoxal : il y a une corrélation positive entre l'âge où les élèves commencent à apprendre l'anglais et le niveau atteint en fin de scolarité. Cela signifierait que plus on commence tard, meilleurs sont les résultats. En fait, le nuage de points doit être tiré d'une part par les Pays-Bas, où les élèves ont un bon niveau, mais qui sont aidés par la proximité de la langue néerlandaise avec la langue anglaise, et d'autre part par la France, où les résultats sont mauvais bien que les élèves commencent tôt à subir un enseignement d'anglais.

Ce qu'il faut en retenir est simplement qu'il n'y a pas de relation obligatoire entre l'âge de début des études d'anglais et le résultat final.

22 ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/DOC_02_8

23 https://publications.europa.eu/resource/cellar/9afb8c8d-4618-44b9-8a24-fa6847535824.0010.02/DOC_1

24 https://cache.media.education.gouv.fr/file/Racine/33/4/propositions_meilleure_maitrise_langues_vivantes_998334.pdf ;
repris dans <https://e-d-e.fr/IMG/2022/AlternativesLanguesVivantes2022.pdf#page=8>

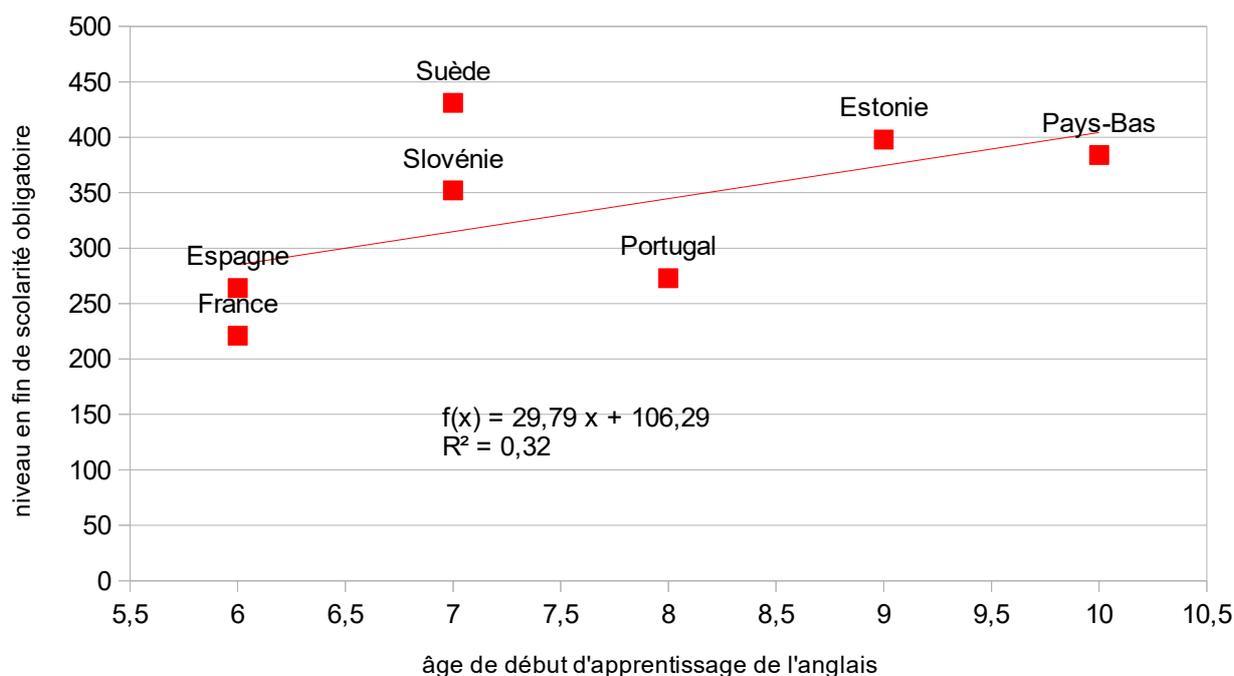


Figure 8: Niveau en anglais dans les différents pays en fonction de l'âge de début d'apprentissage (d'après rapport Taylor-Manès)

Un deuxième problème de l'enseignement précoce de l'anglais, et de l'obsession sur cette langue, est que cela nuit à l'apprentissage d'une autre langue, ce qui est contraire à l'objectif de Barcelone.

Lorsque les élèves, ou leurs parents, ou leurs professeurs, sont persuadés qu'il n'y a pas de salut hors de l'anglais, ils vont négliger l'apprentissage d'une autre langue. On donnera des conseils du type « tu n'arrives pas à tout faire : abandonne l'italien, concentre-toi sur l'essentiel, pour avoir un meilleur dossier ! ».

Même si des statistiques sont difficiles à faire, de nombreux témoignages indiquent que la domination actuelle de l'anglais a des conséquences néfastes sur l'apprentissage des autres langues, pour plusieurs raisons. Une première raison est que l'anglais sert de langue véhiculaire (« lingua franca »), et que certaines personnes peuvent considérer que la connaissance sommaire de l'anglais permet de voyager et de commercer dans le monde entier, et qu'il ne sert à rien d'apprendre d'autres langues. Une autre raison est qu'un échec à apprendre la langue anglaise peut aboutir à un dégoût pour les langues, à une mésestime de soi (« je ne réussis pas à apprendre l'anglais, donc je ne suis pas bon pour les langues en général, donc ce n'est pas la peine que j'essaie d'apprendre une autre langue »). Enfin, diverses institutions d'enseignement ne laissent choisir l'apprentissage d'une deuxième langue qu'aux élèves dont les notes en anglais sont suffisantes. C'est le cas en particulier d'écoles d'ingénieurs, pour lesquelles le diplôme d'ingénieur nécessite un score TOEIC élevé : bien qu'elles proclament leur « ouverture à l'international » en montrant l'enseignement de nombreuses langues, elles établissent « anglais renforcé » comme « seconde langue », à destination des étudiants

Si l'on veut vraiment atteindre l'objectif de Barcelone, il serait mieux de faire l'inverse : commencer par une autre langue, moins importante socialement que l'anglais. Ceci permettrait de passer l'épreuve la plus dure : sortir de sa langue maternelle pour acquérir de nouvelles façons d'organiser des mots et des phrases. Ensuite, le passage à l'anglais serait moins difficile, et l'objectif de Barcelone serait plus facile à atteindre.

6.3 En France, l'enseignement des langues est très coûteux pour la collectivité

La Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance (DEPP) réalise des notes d'information sur le fonctionnement de l'Éducation nationale. En 2017, 154,6 milliards d'euros ont été consacrés à l'éducation, soit 6,7 % du PIB, dont 45 milliards d'euros pour l'enseignement primaire, et 60 milliards pour le secondaire²⁵. Pour chaque écolier, la dépense était de 6550 euros, pour un collégien de 8710 euros, et pour un lycéen elle était de 11 190 euros.

A l'école primaire, il y a 864 heures d'enseignement par an (24 heures par semaine, et 36 semaines par an), dont 54 heures de langue étrangère. Le coût d'enseignement des langues est donc de 410 euros par an ($6550 \times 54/864$).

Au collège, où l'enseignement est de 26 h par semaine, il y a en moyenne 5 heures d'enseignement de langues. Cet enseignement coûte donc 1675 euros par an ($8710 \times 5/26$).

Au lycée, à 26 h par semaine et 4 h 30 d'enseignement de langues, les langues coûtent 1937 euros par an ($11190 \times 4,5/26$).

L'enseignement des langues coûte donc un total pour l'ensemble de la scolarité primaire et secondaire de 14 561 euros par élève (sans compter les fournitures scolaires, les cours particuliers ou les voyages et séjours linguistiques). Pour une classe d'âge de 700 000 individus, cela représente plus de 10 milliards d'euros déboursés par la collectivité chaque année pour l'enseignement des langues.

Pour faire un autre type de comparaison, cette dépense de 14 561 euros par élève pour l'enseignement d'une langue étrangère (ou de deux ?) est supérieure à la dépense pour une année de collège ou de lycée. On pourrait imaginer une autre répartition des enseignements et des dépenses associées : pas d'enseignement de langue durant la majorité de la scolarité, mais une année entière consacrée à l'apprentissage d'une langue étrangère. Le résultat ne serait pas plus coûteux pour la collectivité, et serait probablement plus efficace.

6.4 Rapport Grin : la politique du tout-à-l'anglais conduit à des pertes importantes pour l'économie nationale et européenne

François Grin est enseignant-chercheur spécialisé en économie des langues. Ce domaine de recherche peut être résumé de la façon suivante : « est-ce que connaître une ou des autres langues est rentable, c'est-à-dire est-ce que ça permet de gagner plus d'argent ? ». Cette question peut être posée au niveau d'un individu, mais aussi au niveau d'une collectivité, par exemple d'un pays :

25 <https://www.education.gouv.fr/cid61665/le-cout-de-l-education-en-2015-pres-de-7-du-pib-consacres-a-l-education-soit-147-8-milliards-d-euros.html>

« est-ce qu'enseigner des langues à l'école est rentable, c'est-à-dire permet un meilleur fonctionnement de l'économie ? ».

En 2005, suite à une commande du Haut Conseil à l'évaluation de l'école, il a rendu un rapport « *l'enseignement des langues étrangères comme politique publique* »²⁶. Ce rapport compare trois scénarios possibles : « laisser faire », comme actuellement avec la domination de l'anglais, « multilinguisme », où les pouvoirs publics choisissent de soutenir l'enseignement de plusieurs langues, et « espéranto », où l'on choisit d'enseigner la langue internationale espéranto.

Ce rapport indique en page 9 qu'il y a (en 2004, sur la base de l'Europe des Quinze) un flux financier net des pays européens vers le Royaume-Uni de l'ordre de 10 milliards d'euros, et que ces gains du Royaume-Uni peuvent atteindre 18 milliards d'euros si on y ajoute d'autres effets de la domination de la langue de ce pays.

Par rapport à l'Europe des Quinze de 2004, la population de l'Union européenne est passée de 380 millions à 512 millions²⁷, et 1000 euros de 2004 correspondent à 1212 euros de 2019. On peut donc dire que le flux financier net des pays européens vers le Royaume-Uni doit être de l'ordre de 17 milliards d'euros, par application de la relation $\text{flux}_{2019} = \text{flux}_{2004} * 1,212 * (512 - 65) / (380 - 65)$, en supposant une population du Royaume-Uni de 65 millions d'habitants. De même, on peut estimer que les gains du Royaume-Uni par rapport à l'Union européenne doivent être de l'ordre de 31 milliards d'euros.

Ce même rapport indique que l'adoption du scénario « espéranto » se traduirait pour la France par une économie de 5,4 milliards d'euros. En actualisant cette somme en 2019, l'économie serait de $5,4 * 1,212$ soit 7 milliards d'euros. On a vu plus haut que la dépense publique actuelle pour l'enseignement des langues est de l'ordre de 10 milliards d'euros. Dans ce modèle, l'adoption du scénario « espéranto » permettrait d'utiliser l'argent public pour l'enseignement des langues dans d'autres circonstances, par exemple pour la formation professionnelle.

6.5 Préconisations alternatives pour l'enseignement des langues²⁸

La scolarité obligatoire va jusqu'à 16 ans, mais dans la pratique la majorité des élèves va jusqu'à 18 ans au moins. On supposera donc que l'enseignement des langues doit viser le niveau du lycée (général ou technologique), et qu'à la fin, la personne doit être autonome dans les langues étudiées, c'est-à-dire le niveau B1 ou B2.

1) École maternelle et début du primaire : habituer l'oreille à des sons variés. Dans les « petites classes », là où la sensibilité aux sons étrangers est maximale et où les préoccupations de grammaires sont embryonnaires, c'est le moment pour faire écouter des langues, non seulement de l'anglais, mais aussi de l'italien, du chinois, et d'autres langues où les sons et leur organisation sont différents du français.

2) Fin d'école primaire : langue internationale espéranto. Cet apprentissage serait fait en CE1-CE2-CM1-CM2 (cycle 2 et cycle 3), dans des classes où il est important de comprendre la grammaire. La régularité grammaticale de l'espéranto permet de mieux maîtriser la grammaire française.

26 <https://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/054000678.pdf>

27 <https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/graphiques-cartes/graphiques-interpretes/population-ue/>

28 <https://e-d-e.fr/IMG/2019/AlternativesLanguesVivantes2.pdf>

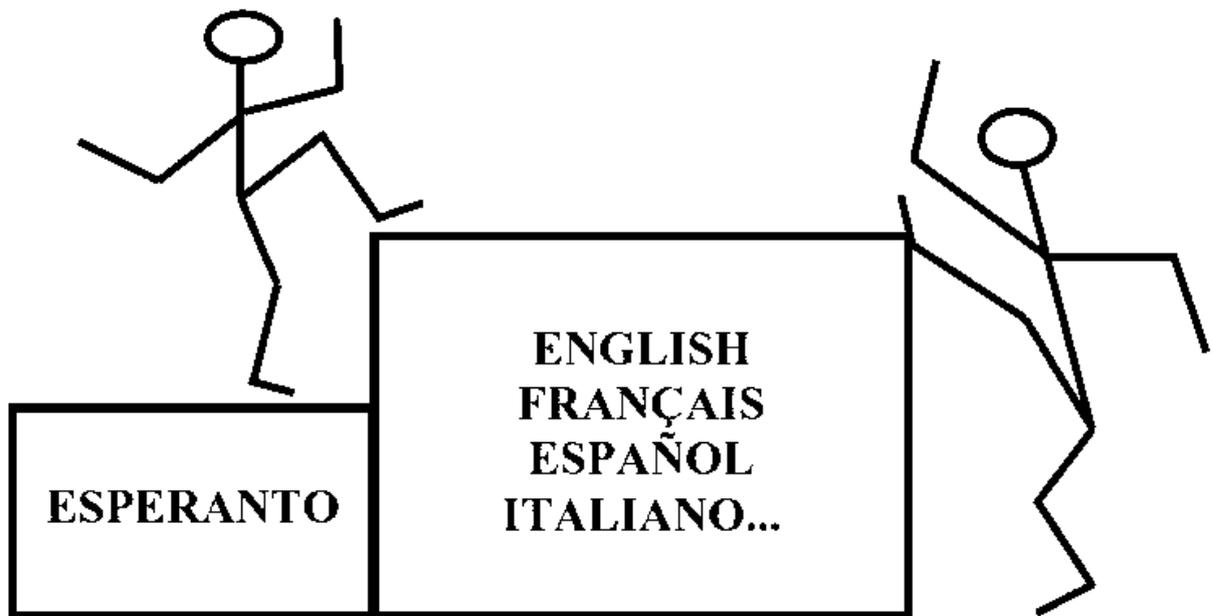


Figure 9: Passer par l'espéranto permet le succès plus facile dans les autres langues (Eŭropa bulteno, décembre 2015, eb-155-2015-12)

3) Collège et lycée : une ou deux langues de plus. À ce stade, on arrête l'enseignement de l'espéranto en tant que tel. Cette langue sera supposée connue, elle aura servi de base à la découverte de langues diverses à la fin de l'école primaire (cycle 3), et elle pourra être rappelée ultérieurement pour comparaison avec les diverses langues étudiées.

On peut revenir à l'ancien système des collèges français : une langue en 6e, et une autre langue en 4e. Par quelle langue commencer ? On peut imaginer l'anglais, mais ce n'est pas obligatoire. Le rapport Taylor-Manès (p. 50) indique qu'en Sarre, on a constaté que la succession allemand-français-anglais donnait de meilleurs résultats que la succession allemand-anglais-français.

7 Des propositions pour améliorer le fonctionnement démocratique de l'Union européenne

L'Union européenne n'est pas la première structure politique multinationale.

Au XIX^e siècle, l'Autriche-Hongrie était un conglomérat de divers peuples sous un gouvernement unique. Cela fonctionnait plus ou moins bien, mais l'ensemble n'a pas résisté à la crise de la première guerre mondiale.

Plus près de nous, l'Union soviétique et ses pays satellites fonctionnait aussi sous un gouvernement de langue russe. Au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, elle s'est désagrégée, et des guerres actuelles sont la trace des tensions de cette époque.

Que faire pour que l'Union européenne ne subisse pas le sort de ces deux grandes puissances des siècles précédents ? Il faut que l'information circule plus et mieux entre les citoyens des divers pays.

Jacques Delors, président de la Commission européenne de 1985 à 1995, est mort récemment, en décembre 2023. Parmi les nombreux éloges que l'on a pu lire à l'occasion de son décès, nombreux sont ceux qui insistent sur la nécessité d'élargir la démocratie à l'ensemble de la population :

* « La vraie démocratie doit être l'œuvre de tous » (Les Echos, 27 décembre 2023²⁹).

* « Pour Jacques Delors, l'Europe n'était pas seulement un marché commun mais un modèle démocratique » (Libération, 27 décembre 2023³⁰)

En 2010, lors d'une interview au Parlement européen³¹, il disait « Aujourd'hui encore l'Europe a besoin d'une âme. » : nous, Europe-Démocratie-Espéranto, essayons de donner un souffle démocratique à l'Union européenne.

7.1 Systématiser la traduction des documents informatifs

Les textes prévoient que les « documents importants » doivent être traduits dans toutes les langues officielles. Malheureusement, pour l'instant, l'administration de l'Union européenne ne fait traduire que les lois et règlements, c'est-à-dire ce à quoi doivent obéir les citoyens européens. Les documents de recherche, les enquêtes d'opinion publique et divers outils d'information ne sont pas disponibles dans les diverses langues des divers peuples, qui sont donc exclus du débat démocratique. En d'autres termes, les habitants de l'Union européenne peuvent obéir, mais ne peuvent pas penser par eux-mêmes.

Les technologies modernes permettent de traduire automatiquement (avec diverses erreurs...) les fichiers de type « bureautique », les textes, les tableaux, ainsi que les étiquettes et légendes des illustrations. L'Union européenne dispose d'un tel outil « eTranslation »³², qui est très sous-utilisé. Il existe des sites proposant des traductions bénévoles³³ grâce à cet outil, mais il n'y a qu'une faible

29 <https://www.lesechos.fr/politique-societe/politique/mort-de-jacques-delors-le-tsar-de-bruxelles-2043477>

30 https://www.liberation.fr/politique/francois-hollande-pour-jacques-delors-leurope-netait-pas-seulement-un-marche-commun-mais-un-modele-democratique-20231227_NMGULQIOIFCRRES4CNFAP2VDWY/

31 <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/headlines/eu-affaires/20101006STO85428/jacques-delors-aujourd-hui-encore-l-europe-a-besoin-d-une-ame>

32 <https://webgate.ec.europa.eu/etranslation>

33 site en français <http://www.europeensemble.eu> et site international <http://www.europokune.eu/>

proportion des documents qui ont pu être ainsi traduits, car le bénévolat ne remplace pas des professionnels pouvant agir à temps plein.

Nous demandons que l'Union européenne prenne en charge ces traductions, ce qui permettrait aussi une vérification rapide du résultat de la traduction automatique par des traducteurs professionnels.

7.2 Développer les documents originaux en espéranto

Par rapport à l'anglais ou au français, la langue internationale espéranto a une grammaire plus rigoureuse, avec moins d'ambiguïtés. Un texte en espéranto est plus facile à comprendre sans contresens.

À la fin du XIXe siècle, Léon Tolstoï, célèbre écrivain russe, écrivait³⁴ « Ayant reçu, il y a six ans, une grammaire, un dictionnaire et des articles en espéranto, j'ai pu arriver facilement, au bout de deux petites heures, sinon à l'écrire, du moins à le lire couramment. [...] Les sacrifices que fera tout homme de notre monde européen, en consacrant quelque temps à son étude, sont tellement petits, et les résultats qui peuvent en découler tellement immenses, qu'on ne peut se refuser à faire cet essai ». Même si tout le monde n'est pas Tolstoï, et même s'il faut à une personne normale plus de deux heures pour arriver à lire couramment l'espéranto, le principe est là : on arrive très facilement à comprendre l'espéranto, car les règles en sont simples et précises. Lorsque la traduction n'est pas possible, ou pas possible immédiatement, ou pas possible sans vérification par des autorités autorisées, alors le mieux est de faire le texte original en espéranto.

7.3 Soutenir l'enseignement de l'espéranto pour favoriser le multilinguisme

Les polyglottes disent que c'est la première langue étrangère à apprendre qui est la plus difficile. Ensuite, la deuxième, voire les suivantes sont plus faciles. L'explication en est que le plus dur est de sortir de son mode de pensée et d'expression habituel, pour mettre en pratique un autre mode de pensée et d'expression.

L'espéranto, en tant que « première langue étrangère » a l'avantage de demander moins d'efforts que l'anglais, l'allemand ou le russe. Les efforts à faire sont si petits, comme disait Tolstoï, que le rapport qualité/prix, ou bénéfices/coûts, est très grand.

Après avoir appris l'espéranto, l'apprentissage d'une ou de plusieurs autres langues est grandement facilité.

Nous proposons donc que l'enseignement de la langue internationale espéranto soit soutenu par l'Union européenne dans tous les pays de l'Union, de préférence au niveau de la fin de l'école primaire et du début du collège.

Ensuite, chaque pays pourra avoir sa propre politique d'enseignement des langues, en fonction de ses priorités : les élèves auront une base commune qui facilitera l'apprentissage de ces autres langues.

34 https://fr.wikipedia.org/wiki/L%C3%A9on_Tolsto%C3%AF

7.4 Soutenir l'enseignement de l'espéranto pour favoriser les échanges européens

L'Union européenne promeut la mobilité des individus dans l'ensemble de l'Union : en principe, on peut travailler, habiter, prendre sa retraite ou ses vacances dans n'importe quel pays de l'UE.

Dans la réalité, c'est plus compliqué, car les problèmes de langues gênent à la fois ceux qui veulent bouger et ceux qui peuvent les recevoir. Le projet MIME³⁵ contient un grand nombre d'études à ce sujet.

Trop souvent les élèves français font des voyages scolaires à l'étranger sans comprendre grand-chose au pays visité. Par exemple, des lycéens français font un voyage en Pologne, mais ne connaissent rien au polonais, et sont incapables de comprendre ou de s'exprimer en anglais, même s'ils ont reçu un enseignement de cette langue depuis près de dix ans. Ils sont incapables d'avoir des échanges avec leurs homologues polonais de leur lycée jumelé.

Si les élèves avaient eu un enseignement d'espéranto en fin d'école primaire et début de collège, ils seraient capables de profiter davantage de tels voyages scolaires, surtout cet enseignement est fait aussi dans les autres pays. Et ensuite, ils hésiteraient moins à faire une partie de leurs études dans un pays étranger, car l'espéranto leur aurait facilité l'apprentissage des autres langues.

7.5 Soutenir la presse et l'audiovisuel en espéranto, et en diverses langues

Trop souvent, et en particulier en France, lorsqu'on parle de « presse internationale », il ne s'agit que de presse anglophone. Et même dans ce cas, il n'est souvent question que de presse anglo-américaine : de grands pays anglophones, avec une presse et des médias développés, sont ignorés : l'Inde, ou les pays d'Afrique de l'Est ou du Sud, et d'autres.

Pour avoir une bonne idée de la diversité des opinions dans l'ensemble du monde, il est mieux d'avoir des informations par la presse ou les médias divers dans une langue neutre, qui ne soit pas liée à un pays ou à une culture particulière. La presse en espéranto³⁶ existe déjà, il existe déjà des médias en ligne dans la langue internationale espéranto³⁷ : il suffit de passer à la vitesse supérieure.

35 <http://www.europeensemble.eu/article3/rapport-mime-vademecum>

36 par exemple <https://monato.be/>

37 <https://esperanto-tv.com>

8 Pour les élections européennes de juin 2024, notre liste sera conduite par Laure Patas d'Illiers et Pierre Dieumegard



Laure Patas d'Illiers est née le 10 mai 1957. Elle a travaillé comme informaticienne au ministère des finances et a participé à la diffusion des logiciels libres dans l'administration française. Aujourd'hui à la retraite, elle se consacre à l'écriture et à l'espéranto. Elle vit à Paris, est mariée et mère de trois enfants.



Pierre Dieumegard est né le 10 octobre 1955. Il a enseigné en classe préparatoires la biologie et la géologie à Poitiers, Marseille et Orléans, et a réalisé des logiciels libres d'expérimentation par ordinateur.

Président de Europe-Démocratie-Espéranto, il aide à transmettre les informations entre les Européens par des traductions de fichiers sur le site internet www.europeensemble.eu et ses homologues en espéranto, allemand, italien et espagnol.

Il vit près d'Orléans, est marié et a quatre enfants.

Avec eux, nous œuvrerons pour une vraie démocratie dans l'Union européenne, pour que chaque citoyen et chaque citoyenne puisse recevoir et transmettre les bonnes informations nécessaires à un choix éclairé, pour que nous puissions tous participer à un vrai débat démocratique à l'échelle de l'Europe.

9 Quelques questions, avec leurs réponses

9.1 Quel est votre programme ?

Il tient dans le nom de notre mouvement : nous voulons la démocratie dans l'Union européenne (et aussi dans le reste du monde, même si notre action est limitée à l'Europe). Nous voulons faire diminuer et disparaître la discrimination linguistique, qui empêche la participation de la majorité de la population au débat et à la prise de décision.

Pour un peu plus de détails :

9.1.1 Notre action est basée sur la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948³⁸.

Comme l'indique le préambule de cette Déclaration, nous considérons que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme. Nous considérons qu'il est essentiel d'encourager le développement de relations amicales entre nations.

Et les divers articles sont aussi un programme qu'il faut appliquer : égalité en dignité et en droits (article 1), sans distinction (article 2), droit à la vie et à la sûreté (article 3), sans esclavage ni torture (articles 4 et 5), etc.

Nous agissons plus spécialement pour l'article 19 (liberté d'opinion et d'expression, liberté de chercher et de répandre l'information) : la politique linguistique est quelque chose d'important pour que tous les Européens puissent partager les informations et confronter leurs opinions.

De même, l'article 21 (Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays et d'accéder aux fonctions publiques) ne peut pas s'appliquer s'il y a une discrimination entre les locuteurs de diverses langues, ce qui est malheureusement encore trop souvent le cas dans l'Union européenne, si on considère celle-ci comme un « pays ». Les mêmes problèmes de langues se posent pour l'article 27 (Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent)

Nous agissons pour l'article 26 (L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux...).

On pourra consulter à ce sujet les écrits de Claude Piron³⁹.

38 https://www.ohchr.org/sites/default/files/UDHR/Documents/UDHR_Translations/frn.pdf en français et https://www.ohchr.org/sites/default/files/UDHR/Documents/UDHR_Translations/1115.pdf en espéranto

39 Handicap linguistique et droits de l'homme : <http://claudepiron.free.fr/articlesenfrancais/droits.htm>. Voir aussi sa lettre ouverte aux membres du Parlement européen : <http://claudepiron.free.fr/lettresouvertes/parlementeufr.htm>

9.1.2 L'Appel aux diplomates (1915) est une source d'inspiration pour aujourd'hui

En 1915, année la plus meurtrière de la Grande Guerre, Zamenhof a fait publier un « Appel aux diplomates », qui est un appel à la réalisation d'une paix juste à la fin de cette guerre. Cet appel a été publié simultanément dans plusieurs pays européens : la Suisse et l'Espagne (pays neutres), la Grande-Bretagne et la Hongrie (pays belligérants adverses).

Les deux dernières phrases de la conclusion sont encore inspirantes au XXI^e siècle : « Après cette terrible guerre d'extermination, qui a abaissé l'humanité plus bas que les bêtes les plus sauvages, l'Europe attend de vous la Paix. Elle n'attend pas une pacification provisoire, mais une paix constante, qui seule convient à la race humaine civilisée. Mais rappelez-vous, rappelez-vous, rappelez-vous que le seul moyen pour atteindre une telle paix est d'éliminer une fois pour toutes la cause principale des guerres, la séquelle barbare du temps le plus ancien d'avant la civilisation, la domination de certains peuples sur d'autres peuples ».

Une traduction en français est disponible sur le site internet de Europe-Démocratie-Espéranto⁴⁰.

9.1.3 La durabilité du développement est une priorité

Il est essentiel de ne pas compromettre l'existence des générations futures. Cela passe par un mode de vie plus frugal, mais aussi par la limitation de l'endettement public, car cet endettement fait reposer le remboursement sur les générations futures.

9.1.4 L'informatique libre répond mieux aux besoins de notre époque

Nous soutenons l'informatique libre et les standards ouverts, parce qu'ils sont source de liberté et de transparence pour les utilisateurs.

Nous les soutenons aussi parce qu'ils ne compromettent pas l'autorité des pouvoirs publics sur divers services. Il est (serait ?) anormal que les données gouvernementales, de l'armée, de la police, de la sécurité sociale ou d'autres services importants soient traitées par des entreprises extérieures dont on ne connaît pas le fonctionnement.

9.1.5 Le bulletin unique (à l'allemande) serait un meilleur mode de scrutin

En France, on a l'habitude de choisir le bulletin à mettre dans l'urne parmi plusieurs bulletins correspondant chacun à un candidat ou à une liste.

Ce système des bulletins multiples a de nombreux inconvénients.

Il aboutit à un gaspillage de papier, puisque la majorité des bulletins ne sont pas mis dans l'urne électorale.

Même si les « grands partis », qui sont remboursés de leurs dépenses lorsque la quantité de voix reçue est supérieure à un seuil, n'ont pas de problème de financement, les « petits partis » doivent consacrer de grosses sommes d'argent à l'impression et à l'expédition des bulletins. C'est une discrimination contre les petits partis, qui empêche l'apparition de nouvelles idées et de nouvelles personnes.

40 <https://e-d-e.fr/Appel-aux-diplomates-Alvoko-al-la-diplomatio>

C'est aussi un gaspillage d'énergie pour les pouvoirs publics, qui doivent envoyer un grand nombre de bulletins différents dans les bureaux de vote.

Au contraire, dans de nombreux pays comme l'Allemagne, on utilise le bulletin unique, qui contient les noms de toutes les listes ou de tous les candidats. Les électeurs doivent cocher le candidat qui a leur préférence, et mettent ce bulletin unique dans l'urne.

C'est un système plus écologique (moins de papier gaspillé), plus économe de l'argent public (la collectivité ne paye que les bulletins utilisés), plus équitable (toutes les listes ou tous les candidats sont à égalité sur le bulletin). Et si on imagine qu'un jour il y aura des listes transnationales pour les élections européennes, il faudra harmoniser le mode de scrutin dans toute l'Europe : le bulletin unique serait une bonne méthode.

En revanche, il faut un filtre pour éviter un trop grand nombre de listes ou de candidats. En Allemagne, pour les élections européennes, chaque liste doit recevoir le soutien de 4000 électeurs. Cela nous paraît une bonne solution, directement applicable en France. Nous sommes prêts à un tel système.

9.2 Pourquoi votre programme n'est-il pas plus détaillé ?

Notre programme est centré sur l'Europe, que nous voulons démocratique, en exemple pour le reste du monde.

Nous refusons d'agir comme de nombreux partis politiques français, qui font campagne pour les élections européennes avec des thèmes franco-français (retraites, éducation, etc).

Les autorités européennes actuelles ont dû travailler sur divers problèmes qui n'étaient pas prévus dans les programmes des députés élus en 2019 : Covid ou guerre en Ukraine.

De même, les parlementaires élus en juin 2024 devront affronter des problèmes encore inconnus : l'important sera qu'ils puissent débattre clairement de ces problèmes et de leurs solutions, et rendre compte de leur action à leurs électeurs, ce qui est trop peu le cas actuellement.

9.3 Et pour les migrants, que proposez-vous ?

L'article 3 de la DUDH est très clair : « Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne ». L'Union européenne doit donc sauvegarder la vie des personnes venant chercher refuge en Europe, ça fait partie de la responsabilité des pouvoirs publics.

Pour la « liberté », c'est plus compliqué, car chaque État souverain doit garantir l'ordre public sur son territoire. Dans la mesure où les accords européens permettent la libre circulation des personnes dans l'UE, il faut une politique européenne pour les personnes migrantes : la charge ne doit pas retomber sur les pays de première arrivée.

Dans tous les cas, il n'est pas bon de laisser des centaines de milliers de personnes errer sans contrôle : il faut consacrer davantage de personnel, et donc de moyens financiers, à l'accueil, à l'hébergement, à l'éducation (et à la surveillance) des personnes migrantes. De tels moyens financiers demandent aussi des impôts et taxes supplémentaires... Les modalités de ces impôts supplémentaires doivent être déterminés par les représentants élus.

10 Quelques critiques fréquemment entendues

10.1 Les problèmes linguistiques ne justifient pas l'existence de mouvements politiques spécifiques. Il faut vous associer à d'autres partis

C'est tout à fait vrai, mais les autres partis refusent notre main tendue.

En 2022-2023, après les dernières élections françaises et nettement avant les élections européennes, nous avons essayé de prendre contact avec toutes les listes candidates aux élections de 2019 pour promouvoir ensemble le système du bulletin unique aux élections de 2024. Nous n'avons eu que très peu de réponses, et aucune réponse de « grand parti » ayant des députés nationaux ou européens.

Nous avons aussi écrit à tous les députés et sénateurs français qui avaient fait une proposition de loi en faveur du bulletin unique dans les années précédentes : nous n'avons eu aucune réponse.

La politique linguistique ne semble pas un thème porteur pour la plupart des partis, alors que de nombreux citoyens ont montré leur intérêt, par exemple dans la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Nous devons donc agir seuls, ou presque seuls, pour promouvoir un vrai débat démocratique dans l'Union européenne, et nous adresser directement aux électeurs.

Mais si d'autres mouvements politiques veulent porter ce projet avec nous, nous sommes ouverts au dialogue (adresse électronique contact@e-d-e.fr).

10.2 Les petites listes comme vous enlèvent des voix aux listes pouvant avoir des élus, et font le jeu des populistes et des extrémistes

Normalement, les parlementaires doivent représenter le peuple. Si les électeurs votent pour des « populistes et extrémistes », c'est parce que le reste de l'offre politique ne leur convient pas.

Beaucoup de Français (et d'Européens) sont mal à l'aise avec le fonctionnement de l'Union européenne. Ils se sentent « englués dans l'anglosphère », incapables de s'exprimer en anglais pour présenter leurs souhaits d'une meilleure Europe. Ils et elles constatent l'écart entre la théorie des textes fondamentaux (non-discrimination, égalité, démocratie...) et la réalité du pouvoir dans l'Union européenne confisqué par une petite minorité.

Nous leur proposons une alternative, pour une Europe plus fraternelle et plus efficace.

Nous aimerions que d'autres partis politiques « responsables » travaillent aussi dans ce but, en prenant en compte les difficultés des Européens normaux. Si tel était le cas, nous ne présenterions pas de liste aux élections européennes.

Europe-Démocratie-Espéranto agit pour promouvoir un débat démocratique à l'échelle de l'Union européenne. Un tel débat demande une langue commune équitable, où il n'y ait pas de discrimination fondée sur la plus ou moins grande habileté à utiliser une langue nationale.

La grande majorité des Européens considère que toutes les langues devraient être traitées de la même manière, mais aussi que tout le monde dans l'UE devrait être capable de parler une langue commune.

Pour que ces souhaits de la majorité puissent devenir réalité, il faut développer la connaissance et l'usage de la langue internationale Espéranto.